



En Iran, au Liban et à Gaza, beaucoup de choses sont possibles
en ce moment – même de bonnes choses

Résumé

- Quelle sera l'évolution du conflit avec l'Iran : les États-Unis et les mollahs de Téhéran parviendront-ils à un accord ?
- Que se passe-t-il à Gaza : la guerre va-t-elle reprendre parce que le Hamas refuse toujours de rendre les armes ?
- Où en sont les discussions entre le Liban et Israël : l'organisation terroriste Hezbollah peut-elle empêcher la paix ?
- L'évolution de la situation au Proche et au Moyen-Orient est actuellement incertaine. Voici un aperçu de la situation.

Par Sacha Wigdorovits

Pour savoir où en est le conflit entre les États-Unis et l'Iran, le mieux est de consulter un graphique montrant le prix du pétrole brut. Le 27 février, juste avant l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, le baril (159 litres) coûtait 66 dollars. Le prix a ensuite atteint 112 dollars au plus fort de la guerre, avant de retomber à 83 dollars, puis de remonter à 105 dollars quelques jours plus tard.

Actuellement, le baril coûte encore 96 dollars. Le marché semble donc espérer que les États-Unis et le régime des mollahs iraniens parviendront à un accord, malgré l'échec de toutes les négociations jusqu'à présent. Et que cet accord portera également sur la libre circulation des navires dans le détroit d'Ormuz, important pour les livraisons de pétrole en provenance du Moyen-Orient. En effet, ce dernier est actuellement bloqué en raison du conflit.

Dernier point sur les négociations sans cesse interrompues, menées avec l'aide du Pakistan : Les États-Unis ont soumis à l'Iran une proposition en 14 points. Selon les informations disponibles à ce jour, les éléments centraux sont la libre circulation des navires dans le détroit d'Ormuz, l'abandon du programme d'armement nucléaire iranien et, en contrepartie, le déblocage de milliards de dollars d'avoirs iraniens à l'étranger.

En substance, l'administration américaine maintient que l'Iran doit céder son uranium hautement enrichi, car celui-ci ne peut être utilisé qu'à des fins militaires.



En Iran, au Liban et à Gaza, beaucoup de choses sont possibles en ce moment – même de bonnes choses

En outre, l'Iran doit fermer les installations de production qui servent le même objectif et autoriser des contrôles internationaux beaucoup plus rigoureux afin de vérifier ces accords. Le plan américain prévoit des négociations sur les modalités précises de l'accord dans un délai de 30 jours.

Le temps joue en faveur des mollahs

Il est peu probable que le gouvernement iranien accepte une telle proposition. On peut plutôt supposer qu'elle continuera à faire patienter les Etats-Unis, comme elle l'a fait lors des précédents cycles de négociations, afin de gagner du temps. Car elle sait que ces derniers sont de son côté.

Certes, la population iranienne souffre également beaucoup du conflit actuel. Mais le gouvernement de Téhéran n'en a cure ; il n'hésite pas à recourir à la violence contre ses propres concitoyens et a jusqu'à présent réprimé dans le sang toutes les manifestations. En revanche, pour le président américain Donald Trump, le mécontentement de son propre pays face au conflit actuel devient de plus en plus problématique au fil du temps.

En effet, son impact économique et financier se fait de plus en plus sentir aux États-Unis. Et ce, à un moment défavorable pour Trump : des élections de mi-mandat au Congrès américain auront lieu à l'automne, ce qui n'est déjà pas de bon augure pour son parti républicain. Si le conflit avec l'Iran entraîne une hausse des prix à la consommation et des pertes d'emplois, le parti présidentiel perdra encore plus de sièges.

Trump, contrairement aux mollahs, a donc désespérément besoin d'une expérience réussie. La fin du programme nucléaire iranien en serait un. Mais le régime de Téhéran le sait aussi, et il ne sera guère disposé à le lui fournir.

C'est pourquoi le président américain pourrait tout de même être contraint, à la fin, de suivre la devise du « Roi Erlikönig » de Goethe : « Et si tu ne veux pas, j'ai besoin de la force ». Cela signifie reprendre la guerre contre l'Iran, bien qu'il veuille l'éviter à tout prix.

Gaza : le Hamas continue de résister au désarmement

C'est également ce qui pourrait se passer à Gaza. En effet, l'organisation terroriste Hamas refuse toujours de rendre ses armes. Cela fait partie intégrante du plan de



En Iran, au Liban et à Gaza, beaucoup de choses sont possibles en ce moment – même de bonnes choses

paix américain en 20 points présenté en septembre 2025, qu'Israël, puis l'ONU, ont approuvé. Le Hamas avait également accepté la phase 1 du plan, mais avait toujours refusé son désarmement, prévu dans la phase 2.

C'est au « Board of Peace », le conseil de paix mis en place et présenté par le président américain Donald Trump, qu'il revient de créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre du plan. Ce conseil doit superviser la démilitarisation et la reconstruction de la bande de Gaza. Selon les dernières estimations de la Banque mondiale, de l'ONU et de l'UE, cela coûtera plus de 70 milliards de dollars.

Cependant, tant que le Hamas reste le pouvoir dominant dans la partie de Gaza non contrôlée par Israël, il n'est pas question de reconstruire le territoire fortement touché par la guerre. Entre-temps, le diplomate bulgare Nikolay Mladenov, négociateur en chef désigné par le Conseil de paix, semble lui aussi perdre patience.

Ainsi, selon le « Times of Israel », Mladenov a écrit une lettre au comité de technocrates palestiniens mis en place pour la reconstruction de Gaza. Dans cette lettre, il aurait clairement indiqué que le Board of Peace n'empêcherait pas Israël de reprendre la guerre contre le Hamas et de restreindre l'aide à Gaza si le Hamas continuait à s'opposer à son désarmement.

Au Liban, le Hezbollah fait obstacle à la paix

Il semble toutefois peu probable qu'Israël utilise cette « carte blanche » à l'heure actuelle. D'une part, l'armée israélienne, Tsahal, contrôle toujours une partie importante de la bande de Gaza, comme le prévoit le plan de paix en 20 points au stade actuel de sa mise en œuvre. Israël possède ainsi une zone de protection importante pour le sud du pays, touché par le massacre du Hamas le 7 octobre. D'autre part, le gouvernement de Jérusalem se concentre actuellement surtout sur le Liban.

A l'initiative des Etats-Unis, des représentants d'Israël et du Liban négocient actuellement à Washington un éventuel traité de paix entre les deux pays. Si cela ne dépendait que des gouvernements, un tel accord serait à portée de main. Mais l'organisation terroriste chiite Hezbollah, qui opère au Liban, fait tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher un tel accord. Car, comme pour le Hamas à Gaza, cela signifierait également la fin pour lui.



En Iran, au Liban et à Gaza, beaucoup de choses sont possibles en ce moment – même de bonnes choses

De son côté, le gouvernement libanais est trop faible pour désarmer le Hezbollah avec sa propre armée ; seul Israël pourrait y parvenir. Actuellement, l'armée israélienne a établi une zone tampon au sud du Liban, dans laquelle elle détruit toutes les positions et les dépôts d'armes du Hezbollah ; Tsahal attaque également régulièrement les positions du Hezbollah à Beyrouth et dans le nord du Liban. En effet, après le début de la guerre contre l'Iran, l'organisation terroriste a rompu le cessez-le-feu et a tiré sans relâche des roquettes sur le nord d'Israël, où vivent plus d'un demi-million de personnes, pendant des semaines.

En secret, le gouvernement libanais ne doit pas être mécontent qu'Israël fasse le travail qui lui incombe vis-à-vis du Hezbollah. Mais étant donné qu'environ un tiers de sa population est chiite, comme le Hezbollah, il ne peut pas le manifester ouvertement. C'est pourquoi le président libanais Joseph Aoun a jusqu'à présent refusé de rencontrer personnellement le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Le président américain Trump avait proposé une telle rencontre et l'avait hâtivement annoncée.

Qu'il s'agisse de l'Iran, de Gaza ou du Liban, la conclusion reste donc la même : beaucoup de choses ne sont pas claires actuellement. Cela signifie toutefois que beaucoup de choses sont possibles et que l'une ou l'autre peut évoluer favorablement. Comme chacun sait, l'espoir est le dernier à mourir.

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.